



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 mai 2014
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 mai 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

En ma qualité de Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous communiquer le rapport établi sur les travaux de la soixante-dix-septième session du Conseil, qui s'est tenue à Genève les 29 et 30 avril 2014. Le texte complet des conclusions adoptées à cette occasion et d'autres documents figurent en annexe*, mais je tiens néanmoins à mettre en avant quelques-unes des questions abordées durant la session.

À la séance plénière d'ouverture, la Jordanie a été élue à l'un des sièges de vice-président du Conseil d'administration, en remplacement du Maroc qui avait occupé ce siège pendant la période 2012-2013. L'autre siège de vice-président est occupé par la République de Corée. Les délégations iraquienne et koweïtienne ont pris la parole.

En ce qui concerne le Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement, qui a pris fin à la session précédente, le Conseil a constaté que plus de 1 milliard de dollars de fonds retenus et intérêts cumulés avaient été versés aux quatre pays participants.

Pour ce qui est des arrangements pris afin de garantir le versement des contributions au Fonds d'indemnisation, le Conseil s'est de nouveau félicité du transfert de 5 % du produit des ventes de pétrole et de l'équivalent de 5 % de la valeur des paiements non monétaires au Fonds, en notant la volonté annoncée de l'Iraq d'appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le Conseil d'administration a constaté que depuis sa précédente session, en novembre 2013, deux versements avaient été effectués en faveur du Koweït, en janvier et en avril 2013, pour un montant total d'environ 2,02 milliards de dollars, ce qui laissait un solde de 6,9 milliards de dollars dû au titre de la demande d'indemnisation présentée par le Gouvernement koweïtien au nom de la Kuwait Petroleum Corporation. Compte tenu des sommes actuellement versées au Fonds d'indemnisation et des projections récentes en la matière, il est désormais prévu que le solde sera intégralement réglé vers la fin de 2015. Le prochain versement au titre de la décision 267 (2009) du Conseil d'administration est prévu pour le 24 juillet 2014.

* L'annexe ne figure pas dans le présent document.



Le Conseil d'administration a entendu un exposé du Secrétariat faisant le point des audits en cours de la Commission d'indemnisation menés par le Comité des commissaires aux comptes et le Bureau des services de contrôle interne.

Le Conseil d'administration a longuement débattu de la demande faite à la séance plénière d'ouverture par l'Iraq, qui souhaitait recevoir une copie des archives de la Commission d'indemnisation, et noté que cette demande revenait depuis de nombreuses années. Il a rappelé ses conclusions antérieures et ses décisions dans lesquelles il avait déterminé que l'identité des requérants devait rester confidentielle.

En outre, le Conseil d'administration a rappelé que, conformément à la politique d'archivage que la Commission avait adoptée, les dossiers d'indemnisation avaient été pour la plupart détruits car sept années s'étaient écoulées depuis le versement des indemnisations. Au sujet des réclamations déposées par des entreprises ou des administrations, il a rappelé que le Secrétariat avait communiqué à l'Iraq à maintes reprises des renseignements détaillés sur les indemnisations, aussi bien sous forme électronique que sur support papier, dont le plus récemment à la fin de 2013. Par ailleurs, le secrétariat rassemblerait des copies de l'ensemble des rapports des comités de commissaires, des décisions du Conseil d'administration et des résolutions du Conseil de sécurité à l'intention des archives irakiennes.

Pour conclure, le Conseil d'administration a prié son président d'écrire au Ministre iraquien des affaires étrangères, pour réitérer ce qui précède et faire savoir que, vu les politiques d'utilisation, d'accès et de confidentialité appliquées par l'Organisation et la Commission d'indemnisation, il n'était pas possible d'accéder librement aux dossiers de réclamation de la Commission, mais que le secrétariat n'en restait pas moins à la disposition de l'Iraq pour répondre à ses questions concernant des requérants qui s'étaient adressés aux tribunaux irakiens et pouvaient avoir été indemnisés par la Commission de pertes analogues, compte étant tenu du peu d'éléments d'information restant disponibles et du caractère confidentiel de certains de ces éléments.

Alors que la Commission d'indemnisation s'apprête à terminer son mandat, le Conseil d'administration a examiné les problèmes à régler pour qu'elle achève ses travaux en bon ordre et gardera cette question à l'ordre du jour de ses futures sessions. Il a relevé à ce sujet qu'à la demande du Secrétariat, le Bureau des services de contrôle interne avait effectué un audit de l'état de préparation de la Commission en vue de sa liquidation. Le Conseil d'administration examinera la question de façon plus détaillée lors d'une réunion officielle en mai 2014.

Le Conseil d'administration tiendra sa prochaine session les 2 et 3 octobre 2014.

(Signé) Ruth Stone